

Place et rôles des femmes dans les stratégies de reproduction sociale familiale en milieu rural de Basse Casamance, Sénégal

Ndèye Coura NDOYE

Institut des Sciences de l'Environnement

Faculté des Sciences

Université Cheikh Anta Diop

Dakar - Sénégal

1. INTRODUCTION

1.1. Justification générale

L' Afrique au sud du Sahara (marquée par les conflits et la sécheresse) continue d'être affectée par une crise alimentaire depuis plus de deux décennies. Le rapport de la Banque Mondiale (1990) montre que malgré les fluctuations observées au milieu des années 80, la malnutrition continue de s'aggraver dans cette partie du monde.

K. Eicher (1983), a montré que le continent africain est la seule région du monde où le taux de croissance démographique a connu une augmentation et que l'Afrique sub-saharienne est en plus la seule partie du monde où la production alimentaire per capita a connu au même moment une baisse (25 % entre 1965 et 1985. cf.). Pourtant la rencontre de Rome (1974) avait été l'occasion pour la Conférence Mondiale de l'Alimentation, d'insister sur l'acuité de la question et d'inciter les Etats à élaborer des stratégies nationales en vue d'éradiquer la faim. Les participants s'étaient fixés dix ans pour atteindre un tel objectif.

Les travaux du Centre Sahel (1988) et ceux de Farges (1989) ont montré que quinze ans après, la tendance ne s'était pas renversée et la sécurité alimentaire est loin d'être une réalité. Nous entendons par sécurité alimentaire "la réalisation d'une réserve globale et suffisante d'aliments de base pour satisfaire la demande interne qui couvre aussi bien la demande réelle que la sécurité des groupes n'ayant pas accès au minimum vital" (G. Ghersi et al, 1988).

Cette crise affecte les conditions de la reproduction sociale et menace les relations sociales de base. Parallèlement aux stratégies nationales, les populations locales adoptent des stratégies propres pour assurer leur sécurité alimentaire.

A travers la littérature, il y a presque un consensus sur le caractère très vulnérable des femmes en période de crise mais également sur les potentialités de résolution qu'elles possèdent. Ainsi nous avons choisi le thème des "**places et rôles des femmes dans les stratégies de reproduction sociale familiale en milieu rural**". La Basse Casamance a été retenue comme cadre d'étude.

Aujourd'hui, du fait de la dégradation des conditions écologiques et l'évolution de l'environnement économique et social de la zone, la Basse Casamance constitue un cadre d'observation de ces phénomènes. La production vivrière y est en crise. Celle-ci

peut avoir une incidence directe sur l'ensemble des structures sociales caractéristiques de la zone, notamment la place et rôles des femmes dans la reproduction sociale de la société Diola (ethnie majoritaire de la Basse Casamance).

En société Diola, les femmes jouent un rôle important dans la reproduction sociale de la famille. Traditionnellement, elles intervenaient dans différents domaines d'activités, notamment dans la production vivrière. Elles s'occupaient des cultures de case pour la production des condiments et participaient activement à la culture du riz qui est la base de l'alimentation. Maintenant avec la crise de production ce rôle s'est accru.

1.2 Objectifs

L'objectif principal de ce travail est d'analyser les rôles et places des femmes dans les stratégies de reproduction sociale familiale en rapport avec le déficit pluviométrique et la sécheresse des années 70.

Par reproduction sociale nous entendons à la fois le renouvellement démographique et économique des effectifs et la reconstitution des relations et des institutions sociales qui organisent les individus selon les caractéristiques propres au système considéré Il Meillasoux (1990).

L'étude concerne principalement le domaine de l'alimentation. Pour atteindre un tel objectif, nous avons analysé

- le mode de fonctionnement actuel des unités familiales, en nous référant à leur histoire récente (rôle de chaque agent, changement de statut);
- le mode d'intervention des femmes au sein de ces unités familiales à l'occasion de la mise en œuvre à la fois des activités intérieures à l'unité et celles se déroulant à l'extérieur.

En d'autres termes, nous voulons spécifier la participation des femmes dans les nouvelles stratégies, évaluer leurs apports dans la production agricole et également les revenus tirés d'activités "extra-agricoles" et dont la principale utilisation est l'achat de nourriture familiale. C'est cette appréciation qui va nous permettre de voir si l'accroissement du rôle des femmes dans le domaine alimentaire a induit des changements dans leur place au sein de la société Diola.

1.3. Problématique

Traditionnellement dans la société Diola, l'organisation des activités obéit à une division sexuelle précise du travail.

C'est ainsi que les femmes intervenaient massivement dans les rizières lors des opérations de semis, de désherbage et de récolte. Elles participaient parallèlement, aux cultures situées sur le plateau, telles que l'arachide qui était principalement sous le contrôle des hommes.

La dégradation des conditions de la production qui s'est accéléré à partir du milieu des années 70 (sécheresse, montée des sels, etc.) a entraîné une modification du mode de fonctionnement des unités familiales et un changement dans les places et rôles des femmes au sein de ces unités.

Ainsi assiste-t-on à une diversification du champ des activités féminines dans deux directions : le développement de certaines cultures céréalières (maïs et mil) au sein de la famille et la constitution de groupements féminins.

Ces changements, qui reflètent l'existence de modifications au sein des stratégies familiales, amènent à se poser les questions suivantes :

- s'agit-il de nouvelles stratégies féminines qui entraînent un changement dans la place et rôles des femmes ?
- quels sont les changements introduits par ces stratégies dans le mode de fonctionnement des unités familiales ?
- quelle est l'incidence de ces stratégies sur l'alimentation et le niveau de revenus des femmes ?
- quel en est l'impact sur l'alimentation et le revenu familial ?
- ces stratégies sont-elles le reflet d'une modification du rôle social des femmes au niveau local ?
- est-ce que ces changements se traduisent par un surcroît de travail pour les femmes exclusivement ou affectent-ils d'également l'ensemble des membres des unités familiales ?
- quelles attitudes adoptent les hommes au sein des familles, face à ce qui apparaît comme un surcroît de travail ? Y a-t'il distribution du travail ?
- est-ce qu'une telle évolution s'accompagne d'une modification du mode de perception des femmes en société Diola ?

1.4. Principales hypothèses

Pour mener notre étude, nous avons élaboré des hypothèses suivantes :

1- Avec la dégradation de l'environnement, les femmes ont vu leur rôle s'accroître au sein de la famille. Elles jouent actuellement un rôle de premier plan dans la reproduction sociale des familles. Elles contribuent directement au *maintien et* à l'amélioration du niveau nutritionnel, en même temps qu'elles assurent aux unités familiales des revenus monétaires supplémentaires.

2 - Le rôle des femmes s'est également accru sur le plan social global, notamment du fait de leur intervention dans le financement et la réalisation d'équipements collectifs tels que les écoles et les centres de santé.

3 - Cet accroissement du rôle des femmes n'a pas induit des changements significatifs dans la division du travail selon le sexe et l'âge. La création de nouvelles activités n'a pas entraîné la disparition des tâches traditionnelles même si les hommes participent de plus en plus aux tâches domestiques en l'absence des femmes.

4 - L'évolution des rôles des femmes s'est produite de manière différenciée, selon les types de famille et leur situation socio-économique.

5 - Du point de vue social global, les changements dans les rôles des femmes n'ont pas entraîné une modification correspondante de leur place dans la hiérarchie sociale Diola

1.5. Méthodologie

Pour réaliser cette étude, nous avons choisi deux villages pour pouvoir mener un travail de terrain approfondi.

L'enquête s'est déroulée en deux phases :

- une pré-enquête qui a permis une investigation préliminaire à même d'aider à une meilleure orientation de la recherche ;
- une enquête systématique qui devait se réaliser en plusieurs phases avec pour chacune d'elle une technique particulière.

1.5.1. La pré-enquête

La recherche empirique préliminaire a été pour nous l'occasion d'identifier les thèmes de recherches et d'élaborer des guides d'enquête. Cependant le choix définitif des deux villages où s'est déroulée l'enquête a été le principal acquis de cette phase.

Le choix des villages

Pour opérer un choix judicieux des deux villages nous avons eu recours à la bibliographie, à des entretiens avec 1011'équipe système" de l'ISRA et à un séjour sur le terrain.

Pelissier 1966 a montré dans ses travaux que les contours géographiques, les ressources disponibles, les pratiques socioculturelles propres et les influences reçues peuvent avoir un impact profond sur le comportement des Diola. On peut notamment citer le rôle joué par l'Islam et le voisinage des Manding dans la modification des pratiques alimentaires des Diola du Nord (consommation du mil).

Quant à l'équipe-système de l'ISRA, partant des critères ayant trait essentiellement aux modes d'exploitation du milieu naturel (division sexuelle du travail, proportion des surfaces cultivées en inondée et exondée, les techniques utilisées), elle a réalisé le découpage de la Basse Casamance en cinq zones selon les "situations agricoles", celles-ci étant définies comme "des unités spatiales subissant des contraintes homogènes et reconnaissant des potentialités comparables en sorte que les producteurs qui exploitent cet espace relèvent d'une même stratégie de développement (D.S.T., 1984).

Elle a poussé l'étude de la diversification en choisissant deux villages par zone pour l'évaluation de la situation céréalière dans chacune d'elles. Des entretiens avec cette équipe nous ont permis de choisir parmi ces dix villages les deux représentatifs des deux grands types de stratégies paysannes face à la crise de la production vivrière: la "stratégie de plateau" et la "stratégie de rizière".

La stratégie de plateau consiste à diversifier la culture des céréales (mil, maïs) mais surtout à pratiquer la culture de rente pour combler le déficit vivrier. Quant à la stratégie de rizière, elle se déplore sur les bonnes parcelles et consacre une culture intensive.

Les activités "extra-agricoles" (vin de palme, cueillette, pêche, maraîchage etc.) sont destinées à procurer des revenus pour l'achat de riz afin de combler le déficit de la production vivrière.

Ces stratégies correspondent à des choix différents de système de production.

Les termes "les stratégies de rizière" et "stratégies de plateau" utilisés par l'équipe ont une connotation très technique. Ils ne reflètent pas la diversité des facteurs explicatifs des choix opérés. Seulement, ils ont l'avantage d'être explicités quant à la priorité accordée aux différentes cultures.

Les villages de Suel et de Boukitingo retenus appartiennent à ces situations. A Suel la "disponibilité" de champs de plateau fait que la "stratégie de plateau" a été adoptée. Le développement de la culture attelée y a favorisé une amélioration de la production donc de la situation alimentaire.

En fait la possibilité de cultiver des espaces beaucoup plus vastes favorise la diversification, l'augmentation de la production et l'accroissement des revenus du ménage (qui serviront éventuellement à acheter de la nourriture).

Par contre à Boukitingo, village fortement animiste, le rejet de la culture attelée pour des raisons idéologiques ou religieuses (on invoque le principe moral qu'un homme ne doit pas se faire nourrir par une bête, le travail est le propre de l'homme), explique en partie la faible expansion de la culture arachidière de même que la faible diversification céréalière. Ce refus a probablement ses racines dans le caractère sacré du bœuf dans la tradition Diola. Pelissier (1966), a rapporté que dans ce milieu : "commettre une faute sur un bœuf était de même nature que porter atteinte à un homme".

D'après les estimations de l'ISRA (1988), par rapport aux surfaces cultivées, les superficies consacrées à la riziculture sont de 77 % à Boukitingo, tandis qu'à Suel elles sont faibles (11% seulement).

A Suel les femmes sont de plus en plus présentes sur le plateau où elles assurent les semis et les récoltes. A Boukitingo, elles se sont beaucoup investies dans le maraîchage.

1.5.2. L'enquête

Les séjours de terrain nous ont permis d'améliorer la méthodologie de départ. Nous avons pu sérier nos sources d'informations pour voir quelle est la méthode la plus appropriée pour aborder chaque type d'informateur. Chacune de ses méthodes a ses limites mais elles ont l'avantage de pouvoir se compléter. Nous allons à travers l'exposé des outils et techniques d'enquête utilisés, montrer les limites et les avantages qui ont justifié notre choix.

1.5.2.1. Le questionnaire

Nous l'avons limité aux seules questions dont la quantification des réponses pourrait nous intéresser.

a. Le choix de l'unité l'enquête

Nous avons choisi comme unité d'enquête le ménage. Nous définissons le ménage comme l'unité familiale de base qui est généralement composée d'un homme, son ou (ses) épouse (s), leurs enfants et les autres parents (tels que les jeunes frères, la sœur de l'épouse) placés sous l'autorité directe du chef de ménage.

Pour l'application de notre questionnaire nous avons préféré le ménage à la concession parce qu'il constitue l'unité de reproduction de base. Il est autonome dans la gestion de ses exploitations agricoles et indépendant au plan alimentaire.

b. L'échantillonnage

D'après les données statistiques du dernier recensement (1988) le village de Suel englobait 151 ménages et celui de Boukitingo 130. Nous avons choisi dans chaque village 30 ménages où nous avons mené l'enquête. ce choix a, en effet tenu compte de la répartition par quartier ainsi que de la diversité socio-économique des enquêtes (taille du bétail, équipement mécanique etc.)

1.5.2.2. Les entretiens

Nous avons estimé que les entretiens en profondeur semi-directifs étaient beaucoup plus appropriés que le questionnaire pour recueillir les informations qualitatives. Son principal avantage, c'est l'élasticité de la technique d'entretien par rapport au type d'informations qu'on veut recueillir et le type d'interlocuteurs. Ainsi nous avons pu élaborer trois types d'entretien.

a. Les entretiens libres avec les informateurs clés (hommes et femmes)

Nous avons utilisé les entretiens libres pour saisir les données sur l'histoire de la zone et sur son évolution récente tant au plan physique qu'humain. Nous avons commencé par repérer des "sages" (les personnes âgées) des deux sexes considérés comme des informateurs clés.

b. Les entretiens directifs avec les responsables de services et structures d'encadrement

Ils nous ont permis d'appréhender la réalité sur les relations de ces services avec les populations, la nature des structures d'encadrement, les innovations introduites, et leurs impacts sur l'environnement. L'avantage de ces entretiens directs est de ne pas être comme le questionnaire limitatif dans les réponses.

c. Les entretiens semi-directifs ou libres avec les hommes et les femmes

Ces entretiens ont contribué à l'approfondissement des éléments obtenus par le questionnaire. Ils se sont fait soit individuellement soit en groupe (surtout en ce qui concerne le fonctionnement des groupements féminins). Ce qui est particulièrement intéressant c'est le fait de pouvoir discuter avec les femmes sans trop les gêner dans leur travail.

L'inconvénient est que cela demande beaucoup de temps et d'énergie, mais par rapport à la masse d'informations que l'on peut obtenir cet inconvénient devient négligeable.

1.5.2.3. L'observation participante.

Elle a permis de confronter dans une certaine mesure les données recueillies et les comportements réels. Mais ce qui est surtout intéressant, c'est quelle peut révéler des choses auxquelles nous n'avions pas pensé et qui ont leur importance.

1.5.3. Les limites des techniques et méthodes

Avec la violence apparue à l'avènement du mouvement "indépendantiste" la Basse Casamance est depuis, surnommée "l'Enfer du Sud". Le regain de tension dans la zone a coïncidé avec la période de notre enquête. En fait le premier attentat de grande envergure a eu lieu le jour même de notre premier voyage pour l'enquête de terrain et

depuis la tension n'a pas baissé. Cette situation a eu des incidences certaines sur le travail particulièrement à Boukitingo considéré comme un des foyers du mouvement. On peut citer :

- l'insécurité (provenant des rebelles comme des militaires) était telle qu'il était pratiquement impossible de séjourner plus longtemps dans les villages pour approfondir le travail;
- la méfiance, malgré les efforts fournis pour prouver notre "neutralité", ne pouvait pas être absente, ce qui réduit la fiabilité des réponses ou modifie l'attitude des enquêtes;
- une partie de l'échantillon n'était plus sur place. Certains avaient quitté le village pour se réfugier ailleurs d'autres avaient été arrêtés.

Nous avons essayé de contourner cet obstacle en ayant recours à des enquêteurs sur place dans le village pour appliquer le questionnaire tout en étant conscient des biais (interprétation des réponses, difficulté de contrôler le sérieux etc.) que cela engendre. Nous avons également utilisé des informations recueillies lors des séjours antérieurs dans la zone pour combler certaines lacunes. Au terme de notre étude, nous avons adopté le plan suivant pour présenter nos résultats:

- dans un premier temps, nous avons estimé nécessaire d'analyser le contexte aussi bien national que régional dans lequel évoluent les femmes.
- en deuxième lieu, nous avons étudié les rôles et la place des femmes dans la formation du ménage.
- ensuite, nous avons abordé les stratégies adoptées par les femmes : les changements dans l'organisation de la production face à la crise alimentaire.
- et enfin, nous avons analysé la place des femmes dans la société.¹⁵

2. LE POINT DE LA QUESTION A TRAVERS LA LITTÉRATURE SUR LA ZONE ET LES PROBLÈMES ABORDÉS

La revue de la littérature s'articule autour des thèmes suivants : les données ethnologiques sur les femmes, les relations femmes-agriculture-technologie et alimentation-ethnographie et géographie de la zone.

2.1. Les données ethnographiques et/ou anthropologiques sur les femmes

Nous nous baserons sur les travaux de Badinter (1986), Pritchard (1971), Boserup (1970), Pala et LY (1979), Stamp (1990), Meillassoux. (1982 1990).

Leurs travaux fournissent un cadre conceptuel ainsi que des éléments d'analyse historique sur les questions relatives aux femmes. Ces recherches replacent la femme dans la problématique générale des relations sociales et ou sociétales entre homme et femme. Elles la replacent aussi dans l'univers des représentations culturelles, dans celui de l'évolution de sociétés humaines et l'évolution technologique.

Pritchard donne les clefs d'une ethnographie sur les femmes dans la société africaine à travers une série d'étude de cas auprès des ZANDE NUER etc. Son ouvrage "La condition de la femme dans la société primitive et dans la nôtre" permet d'avoir une lecture non ethnocentrique sur les rôles et places des femmes dans différentes sociétés. L'auteur insiste sur la nécessité d'éviter que "nos jugements se fondent sur nos propres opinions et habitudes".

Badinter a tracé l'évolution des relations entre les sexes des périodes préhistoriques aux années 1980. Elle montre que l'histoire est faite de conflits entre sexe, de rapports de force marqués par la domination, l'égalité relative et la suprématie effective et/ou symbolique (il n'y a rien de figé).

Boserup, Ly et Pala ont fait une analyse des rôles et statut de la femme dans les sociétés africaines. Elles ont en particulier montré la place prépondérante des femmes dans l'agriculture, notamment dans la production vivrière. Ces travaux concernent la période pré-coloniale et nous permettront éventuellement de faire des rapprochements avec la division sexuelle du travail en milieu Diola.

Meillassoux, (1975) quant à lui explique la nécessité de "subordination" de la femme par l'importance de la reproduction humaine dans ce qu'il définit comme étant le mode de production capitaliste. Il identifie par ailleurs la reproduction humaine à la reproduction de la main d'œuvre. Ce qui fera dire à Eldholm et al. (1982) que "Meillassoux ne voit dans les femmes que des reproductrices et néglige leur rôle de productrices".

2. 2. Les données socio-économiques sur les relations entre femmes-agriculture-technologie-l'alimentation

Les travaux du Centre Sahel (1988), de Stamp (1990), de l'équipe de l'ISRA (1985), de l'ORSTOM et Cie (1985) sont retenus.

Le Centre Sahel a publié une série de documents sur la situation des productions, des politiques et des stratégies alimentaires dans le Sahel. Les différents auteurs ont contribué à l'analyse de cas, à l'élaboration et à la définition de concepts-clé dans ce domaine.

Dans les actes du séminaire sur Femmes et Politiques alimentaires (ORSTOM) les auteurs ont montré que les femmes ont toujours joué un rôle très important dans la production alimentaire et donc dans la reproduction de leur famille.

Ils ont insisté sur le fait que la réussite des politiques alimentaires ne peut se réaliser que si les planificateurs et les décideurs accordent une place particulière aux femmes dans les projets de développement.

L'Equipe-Systèmes de production et transferts de technologies de l'ISRA Djibélor a beaucoup travaillé sur les systèmes de production des Diola et est arrivée à réaliser un zonage de la Basse Casamance, les zones représentant les différentes "situations agricoles". Mais les travaux qui nous intéressent le plus, sont ceux de J.L Posner et al. relatifs à la situation céréalière et aux stratégies paysannes face au déficit pluviométrique dans la région. Les travaux de J.L Posner et al. ont permis de mesurer le déficit céréalière dans la région ; ils ont également tenté une évaluation au niveau familial à partir des normes de la F.A.O. et de l'affectation de coefficients aux différents membres de la famille. Même si nous ne partageons pas entièrement certaines de leurs méthodes de calcul (affectation de coefficient)¹, les résultats obtenus nous ont aidé à apprécier l'ampleur de la dégradation de la situation alimentaire.

Le document réalisé sur les stratégies paysannes face au déficit pluviométrique est extrêmement important pour une analyse des problèmes alimentaires en milieu rural de Basse Casamance. Cependant c'est une évaluation globale qui a été faite, le rôle des femmes n'étant pas spécifié. DIOUF a, quant à lui, réalisé une étude sur la division sexuelle du travail dans le Nord-Ouest et son évolution. Il a aussi montré comment les femmes sont montées sur le plateau en vue de la diversification de la culture céréalière.

Quant à Stamp P., elle a, à travers la technologie, étudié le rôle des sexes. Son ouvrage a trait à son expérience propre mais elle rapporte également beaucoup de recherches qui ont porté sur l'impact de la technologie sur le rôle des femmes. Elle fournit des études de cas intéressantes et insiste sur la nécessité pour les femmes, d'acquérir un pouvoir technique afin d'être plus performantes dans leur rôle.

2.2.1. Les données sur l'ethnographie et la géographie de la zone

Nous avons surtout retenu Thomas (1959, 1960, 1965) et Pelissier (1966)

Le premier a écrit à partir de 1957 une série d'articles d'ordre ethnographique sur les Diola, l'ethnie dominante de la zone. Il s'est penché notamment sur l'économie, la question foncière, la migration etc.

Quant à Pelissier, il a certes, dans son livre, fait une analyse socio-économique et culturelle de la Basse Casamance, mais ce qui nous intéresse particulièrement dans son ouvrage, c'est la description détaillée qu'il fait du milieu physique et des systèmes de culture.

Ces travaux sont antérieurs aux graves perturbations survenues dans la zone depuis la longue sécheresse. L'intérêt que nous leur portons réside justement dans la possibilité de comparaison qu'ils offrent par rapport aux données de l'observation actuelle.

3. LE CONTEXTE

3.1. Le Sénégal face à la crise que traverse le Sahel

Le Sénégal comme tous les pays africains, est particulièrement affecté par la crise économique. Le rapport de la Banque Mondiale (1990) estime que les années 80 auront été une "décennie perdue" pour la majorité de la population de l'Afrique au Sud du Sahara. La détérioration continue de leurs conditions de vie (chute du revenu réel, espérance de vie basse etc.), a pris une tournure dramatique au point qu'un appel est lancé à la communauté internationale.

Ainsi, du 27 mai au 1er juin 1986, l'organisation des Nations unies (ONU) avaient tenu une session spéciale consacrée à l'examen de la situation économique critique de l'Afrique. Les pays sahéliens avaient occupé une place importante dans les débats du fait des graves perturbations écologiques sur des économies déjà fragilisées par des politiques économiques inadaptées et les conséquences d'un système d'échange inégal. Ces perturbations écologiques se manifestent par un déficit pluviométrique chronique, une sécheresse persistante (depuis le début des années 70), une désertification qui gagne du terrain et des sols épuisés par la monoculture des produits de rente.

A cela s'ajoute le fait que les techniques culturales archaïques encore utilisées par les paysans limitent les possibilités de parvenir à une autosubsistance. Ainsi, le terme Sahel tend à perdre sa connotation climatique initiale. Il est devenu "symbole du sous-développement, symbole des pays les moins avancés voués à la sécheresse, à la famine et à la misère" Giri (1985).

Même la Basse Casamance (sud du Sénégal), zone plus pluvieuse, considérée auparavant comme un grenier potentiel du pays, n'arrive plus à s'auto-suffire en céréales. Les populations rurales sont en fait les plus touchées par la crise ; les femmes

en particulier. Compte tenu du rôle qu'elles jouent dans la gestion des ressources du ménage (eau, énergie, alimentation), elles sont les premières victimes de la dégradation de l'environnement.

En fait si dans le discours, la nécessité d'intégrer effectivement les femmes dans le processus de développement ne fait plus aucun doute, la réalité demeure tout autre. Dix ans après la proclamation de la décennie de la femme, le Séminaire International de Paris concluait que, les politiques de développement en refusant de reconnaître l'apport économique des femmes pourtant fondamental, n'ont fait qu'accroître la pauvreté et l'injusticet' Orston & Cie (1985).

Savane (1986) a montré que beaucoup de projets de développement ont largement contribué à la dégradation de la situation des femmes. Ces projets ont pour résultat d'augmenter le travail de celles-ci sans qu'elles ne bénéficient des fruits.

Les politiques économiques comme stratégie face à la crise

Il y a plus d'une décennie que l'Etat sénégalais a admis que les différents plans quinquennaux de développement n'ont pas été en mesure de sortir le pays de la crise qu'il traverse.

En 1979, les dirigeants sénégalais en collaboration avec le PMI et la Banque Mondiale avaient mis au point un Plan de Redressement Economique et Financier (PREF) à moyen terme Les maigres résultats obtenus étaient à la dimension des blocages à l'application d'une telle politique. Nous retiendrons essentiellement les contraintes dans les domaines suivants :

- écologique la sécheresse et ses conséquences sur l'agriculture
- économique les termes de l'échange défavorables, le poids de la dette extérieure (le Sénégal appartient à la catégorie des "fortement endettés"), l'absence d'une épargne nationale mobilisable mauvais choix dans les investissements, etc.
- socio-politique : le refus manifeste de la tranche de la population la plus démunie de supporter, seule, la crise mais aussi de certains privilégiés du régime dont les intérêts risquaient d'être mis en jeu.

En 1983 donc, des mesures plus "rigoureuses" étaient adoptées par le biais d'une Politique d'Ajustement Structurel (P.A.S.) à long terme. Ce dernier n'a pas semblé connaître un sort meilleur que le PREF.

Le bilan qu'en fait Durufle (1988) est négatif : "Peu de choses ont changé, si ce n'est que la dette s'est accrue, que la récession s'est accentuée, que les rapports se font plus alarmistes, que la pression exercée par les bailleurs de fonds s'est renforcée et que le niveau de détail de leurs interventions dans l'économie sénégalaise s'est affiné". Même si l'on est tenté de lui rétorquer que quatre ans ne suffisent pas pour juger une action à long terme ; il sera tout de même difficile de réfuter les faits qu'il avance. Quoi qu'il en soit la constatation qu'on peut faire est que le niveau de vie des populations régresse de jour en jour. Le rapport de la BN (1987) montre que le pouvoir d'achat des sénégalais est actuellement inférieur à celui de 1960. En plus le pays enregistre un taux de croissance des plus faibles d'Afrique.

Le revenu par tête d'habitant, est de 650 dollars selon le rapport de la Banque Mondiale sur la pauvreté (1990). S'il est vrai que le PNB/habitant n'est pas toujours un critère fiable pour déterminer le niveau de vie d'une population, il n'en demeure pas moins un bon indicateur du niveau de développement des forces productives. Là où le revenu est faible, l'épargne sera inexistante et l'investissement limité. Rien d'étonnant à cette situation si l'on sait que l'agriculture qui mobilise près des trois quart de la population

contribue pour près de 20 % à la formation du PIB (25 en 1965, 16,3 en 1979 ; 13,5 en 1983 et 22 en 1988).

Une industrie squelettique autant par sa typologie que par son efficacité face à un secteur tertiaire hypertrophié constitue une preuve de plus de la faiblesse de l'économie sénégalaise (le taux de croissance de l'investissement intérieur tend à décroître : 3,9 entre 1965 et 1980 et 2 entre 1980 et 1988.)

Par ailleurs, la structure de la balance commerciale (la faible diversité des produits d'exportation et l'importance des denrées alimentaires dans les importations) ainsi que son déficit chronique qui atteint aujourd'hui 8,3 % du PIB indique le degré de dépendance extérieure. Ajoutons à cela la dette extérieure qui ne cesse d'augmenter et qui a souvent été utilisée dans des investissements non positifs. En outre, les problèmes démographiques auxquels le pays est confronté ne militent pas en faveur de l'allègement de la crise. Malgré la très forte mortalité infantile en particulier, le taux de croissance de la population demeure supérieur à celui du PIB. La concentration du peu d'entreprises que possède le pays à Dakar (89 % selon le 7ème plan) et surtout la faiblesse d'infrastructure en milieu rural engendrent un exode massif des ruraux notamment les jeunes qui viennent grossir le rang des chômeurs.

Quant aux paysans, ils ont encore, une fois de plus été victimes du pire. Durufle (1988), montre qu'en 1983-1984, les ajustements ont été réalisés au dépens du revenu rural une augmentation du prix de l'engrais de 100% (25 à 50 FCFA) une augmentation de la retenue de 10 P CFA a constitué un prélèvement global de 10 milliards de francs CFA soit le 1/6 du revenu agricole global. De même, en avril 1988, la baisse du prix des denrées de "première nécessité" pour calmer la révolte citadine, a eu pour corollaire une réduction du prix d'arachide aux producteurs de 90 à 70 F.

Mais comment en est-on arrivé là? Les pays sahéliens ont présenté le déficit pluviométrique comme étant la principale responsable de cette situation.

Le deuxième facteur souvent évoqué est "la conjoncture internationale difficile" qui empêche la solidarité des pays les moins vulnérables. Pourtant J. Bissilat 1985 montre que ce que nous appelons avec pudeur sécheresse n'est bien souvent que l'aboutissement d'un long processus de dégradation climatique bien sûr, mais aussi économique et biologique conditionné par des choix politiques relevant du court terme". Aussi nous partageons l'analyse de Debarin (1985) dans son article "l'Afrique responsable de son propre malheur VI Pour lui "beaucoup de dirigeants se comportent comme s'ils désespéraient de jamais voir le bout du tunnel, estimant dès lors plus "sage" de tenir que de courir et en dilapidant à leur profit le peu de richesse qu'il y a". La réunion de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) qu'il commentait ainsi, a été un tournant dans la compréhension des causes de la persistance du sous développement dans la zone

En fait, les ministres de l'économie du continent que cette conférence a réuni, ont reconnu que la cause fondamentale de la crise a été et demeure l'attitude négative des gouvernements africains vis-à-vis de l'agriculture. Ils ont toujours refusé de la considérer dans la pratique comme la pierre angulaire du développement, en lui consacrant moins de 10 % des dépenses publiques". Ils ont recommandé un taux de 20 à 25 %. Au Sénégal ce taux n'atteignait que 8,7 %.

La politique agricole : le développement de la culture arachidière au détriment de la production vivrière

En effet, l'introduction de la culture de rente a joué un rôle extrêmement important dans le déséquilibre (tant agricole qu'écologique) que nous connaissons actuellement. Pelissier (1966) montre que l'arachide a vite gagné du terrain parce que d'une part sa culture s'adapte bien au sol et que d'autre part la paysannerie n'avait pas à modifier ni sa technique ni son matériel. De même, l'application de la théorie ricardienne de l'avantage comparatif semble avoir longtemps justifié économiquement une telle expansion. Celle-ci s'est faite au détriment des cultures vivrières. En fait juste avant la deuxième guerre mondiale 1 Kg d'arachide permettait aux paysans sénégalais d'acheter 2 Kg de riz. (En 1988, 1 Kg d'arachide permet à peine d'en acheter 500 g.

Devant une telle situation, il allait de soi que l'administration coloniale consacra la plupart de ses investissements et les quelques innovations technologiques à l'accroissement de la culture arachidière. Aussi son extensification massive a largement contribué à l'accélération du processus de déforestation et de dégradation des sols.

A partir des indépendances, l'espoir d'un quelconque redressement et d'une meilleure orientation de la politique agricole s'est très vite estompé. Seuls les acteurs ont changé mais le système est demeuré le même. La théorie de l'économie à sens unique de Grellet (1982) illustre parfaitement pourquoi l'héritage colonial n'a pas été rompu. Le prélèvement du surplus, tiré de la culture de rente en pratiquant de très bas prix aux producteurs comparativement aux cours mondiaux, a été la principale ressource sur laquelle reposait l'Etat. Il

La situation serait moins grave si ce surplus avait servi à financer une activité productive, une industrialisation capable de soutenir l'agriculture par exemple.

Le pire est que l'investissement opéré par l'Etat dans le secteur agricole était pratiquement négligeable. L'abandon de la jachère et l'absence d'un substitut pour le maintien de la fertilité ont favorisé la chute des rendements. L'exportation des déchets agricoles à des fins énergétiques ou fourragères a contribué au processus de dégradation des terres les exposant ainsi à l'érosion éolienne et hydrique.

Cependant il est à remarquer que les producteurs n'ont pas toujours accepté cette situation, plus d'une fois, se sont détournés de cette culture arachidière et ont systématiquement refusé de payer leurs "dettes". Ce fut le cas en 1970 et 1981 (SY 1988). Ils sont même allés jusqu'à organiser un circuit parallèle d'exportation, voire de transformation de leur produit (1982-1983), obligeant ainsi l'Etat à relever son prix d'achat.

En 1984, l'Etat a réformé sa politique vis-à-vis du monde rural en adoptant une Nouvelle Politique Agricole (NPA). Cette Nouvelle Politique Agricole a pour principal objectif le désengagement de l'Etat et la responsabilisation paysanne.

Les paysans semblent avoir tiré les leçons bien avant 1984 et déploient eux-mêmes leur stratégie propre face à une telle situation. Les groupements villageois qui se sont créés un peu partout au milieu des années 70 en sont un exemple.

S'il est difficile de nier la création de groupements par des pouvoirs publics, il faut reconnaître que c'est surtout face à la détérioration croissante de leur environnement que les associations traditionnelles ont changé de stratégies pour résoudre leurs multiples problèmes (crise alimentaire, santé, etc.).

3.2. L'évolution physique, socio-économique et culturelle de la Basse Casamance: un aperçu sur les récentes transformations

a. Présentation de la Basse Casamance

La Basse Casamance ou "pays Diola", devenue depuis 1984 région de Ziguinchor est restée pendant très longtemps isolée du reste du pays à cause de sa situation géographique (coupé du reste du pays par la Gambie) et de son éloignement (difficulté d'accès). Le réseau hydrographique est très ramifié. Le fleuve Casamance et les nombreux marigots occupent 8,6 % des 7 332 Km² qu'occupe la région.

Les sols les plus fréquents sont : les sols faiblement ferrallitiques (sols rouges) sur les plateaux, les sols ferrugineux tropicaux lessivés (sols beiges) sur les versants, les sols hydromorphes et les sols halomorphes dans les bas-fonds (Gaye 1987).

Un climat sub-guinéen, une végétation dense et très variée passant de la mangrove au "manteau forestier" fait que la Basse Casamance, selon Pelissier, se rattache davantage aux "Rivières du Sud" (une zone géographique allant jusqu'au Sud de la Guinée Conakry), qu'au reste du Sénégal plus sahélien.

Cet environnement physique va fortement influencer le comportement socio-économique de la population constituée essentiellement de ruraux.

Traditionnellement l'ethnie majoritaire, les Diola (85 % de la population) a une organisation sociale considérée par les sociologues comme étant de type égalitaire différent de celle observée dans les autres ethnies du Sénégal. Une société égalitaire est une société caractérisée par l'absence de castes ou de classes sociales (cf. Thomas, 1965). Cependant, le caractère essentiel de la Basse Casamance réside dans l'empreinte de la riziculture sur ses paysages agraires, les Diola étant détenteurs d'une véritable et authentique civilisation de riziculture bien avant l'arrivée des Portugais au 15^{ème} siècle (Pelissier, 1966).

En effet ils ont élaboré de véritables techniques d'aménagement, de dessalement et de labour pour la culture du riz. Pour les Diola, manger signifie avant tout "manger du riz". Ce qui explique l'importance de la riziculture dans les systèmes de production des Diola. Hommes et femmes travaillaient ensemble et durement pour accumuler le maximum de riz, symbole de richesse, mais surtout facteur déterminant de considération au plan social.

D'après Pelissier et nos informateurs, l'importance du rôle des femmes dans la production était telle qu'elles ne pouvaient pas quitter le domicile conjugal dès le début des premières pluies jusqu'à la fin des récoltes.

Si traditionnellement, l'élevage a son importance dans la vie des Diola, il a surtout une fonction rituelle et d'épargne. La pêche contribuait beaucoup à l'alimentation ; elle était favorisée par la proximité des cours d'eau et pratiquée à la fois par les hommes et les femmes.

b. Les bouleversements survenus dans la zone et leurs conséquences sur la vie socio-économique et culturelle des populations

Malgré la farouche volonté des Diola de conserver leur indépendance, l'administration coloniale est parvenue à pénétrer la Basse Casamance et, comme partout ailleurs, à introduire des perturbations dans le mode de fonctionnement de la société. On peut citer

la monétarisation de l'impôt qui a fortement contribué à l'expansion de la culture arachidière. Celle-ci s'est accompagnée de défrichements progressifs et par conséquent d'une déforestation qui a contribué à l'appauvrissement des sols suite à l'érosion éolienne et à l'ensablement des rizières surtout dans la partie Nord.

Les problèmes fonciers existaient depuis la période pré-coloniale. Cependant ils sont devenus actuellement, plus aigus. En fait selon les personnes âgées, il arrivait que quelques membres du village soient dépourvus de rizières, mais il leur était toujours facile d'en emprunter même dans les villages voisins.

M. Diao, (1982) souligne cependant que les prêts traditionnels (strictement gratuits) pouvaient durer des générations et il arrivait que les héritiers des propriétaires et des tenants se mettaient en conflit pour la restitution des terres. La stratégie qui était adoptée consistait à prêter pour un an renouvelable (57 % des prêts).

Aujourd'hui, cet emprunt pose beaucoup de problèmes. Avec la loi sur le domaine national de 1964 et la réforme foncière de 1972, le "risque de perdre des terres s'est accru. La notion de "mise en valeur" constitue un "risque" supplémentaire pour les prêteurs, certains bénéficiaires pouvant arguer cette "mise en valeur" refusent de rendre les terres au bout de 3 ans. Pour éviter les éventuels conflits qui peuvent être dramatiques (avec notamment le recours aux fétiches) le prêteur reprend chaque année les parcelles même se doit prêter ailleurs. De telles pratiques ne favorisent pas une amélioration du sol. Vu le caractère précaire des prêts, les utilisateurs ne consentent pas à investir dans ce sens.

Aussi la dispersion de la force de travail et l'accélération de la migration, favorisées par le développement des voies de communication, semblent avoir joué un rôle dans le déséquilibre du système. Mais les transformations les plus importantes en Basse Casamance sont liées aux graves perturbations écologiques qui affectent l'ensemble des pays sahéliens.

En effet, la zone n'a pas échappé à la sécheresse qui dure depuis une vingtaine d'années. Les conséquences de celle-ci sont très néfastes sur la production agricole d'une manière générale, vivrière en particulier. La moyenne pluviométrique qui était de 1500 -1800 millimètres avant cette période sèche (Pelissier, 1966), est tombée à 800 1200 millimètres (Somivac, 1984). Au cours de certaines années déficitaires quelque 600 millimètres ont été enregistrés. Les quantités d'eau précipitées sont insuffisantes pour permettre au riz d'accomplir correctement son cycle végétatif.

En fait la corrélation entre la pluviométrie et la production céréalière est très forte. Les spécialistes (ISRA 1985) estiment le coefficient de corrélation à 0,98 dans la zone.

Pour saisir la perception que les Diola ont de la sécheresse, nous avons recueilli des témoignages des personnes âgées comme des plus jeunes qui ont connu la période d'avant-sécheresse. La disparition des cours d'eau temporaires ainsi que celle de la végétation luxuriante, ont été les plus marquantes. Ailleurs Condamin (1981), montre que les forêts guinéennes de Basse Casamance ne sont plus que de forêts sèches de type soudanien où seules les espèces très résistantes ont subsisté.

Aussi, cette baisse de la pluviométrie a entraîné une forte salinisation des rizières. L'avantage d'être arrosé par de multiples cours d'eau est devenu un facteur aggravant du fait de la remontée de la langue salée (220 Km sur les 300 que compte le fleuve Casamance). La pluie ne permettant plus un lessivage correct, beaucoup de rizières ont été envahies par le sel.

Non seulement une très forte baisse des rendements s'en est suivie dans les zones où le seuil de tolérance est dépassé mais on assiste même à une "tamnification" (formation de sol sulfaté - acide) ce qui rend impossible toute culture traditionnelle.

Des phénomènes d'acidification, d'augmentation de la teneur en fer des sols et d'ensablement (causé par la destruction des forêts qui séparaient le plateau des rizières) ont entraîné une baisse nette des superficies cultivées en riz, remettant en cause l'autosuffisance alimentaire des paysans Diola. Cette diminution des précipitations a entraîné d'une part, la baisse du niveau de la nappe phréatique (surtout sur les plateaux) et d'autre part l'avancée des eaux salées dans les bas-fonds ; ce qui a eu comme conséquence un approfondissement et même un abandon des puits généralement exploités par les femmes.

En outre, la région est devenue, au fil des années, un grand importateur de riz: de 3000 tonnes en 1965 on est passé à 30.000 tonnes au début des années 1980 (DGPA, 1983). Les travaux de Posner et al. (1983) ont montré que pour près de 60 % des exploitations, la durée de la couverture par le riz produit n'atteint pas six mois. Ils ont aussi montré que la culture attelée a fortement amélioré le bilan céréalier de la production dans la zone de Suel surtout. On ne peut pas en dire autant pour le bilan à la consommation car de part et d'autre, des stratégies pour combler ce déficit quantitatif ont été adoptées.

Quant au maintien d'un état nutritionnel convenable, les observations sur le terrain ont montré que le Sud (Boukitingo) semble être beaucoup plus favorisé. A la différence de ce qui se passe avec la culture attelée, la croyance religieuse semble être dans ce cas un atout. L'élevage des porcs extrêmement développé (on en trouve presque dans toutes les maisons) arrive à suppléer la chasse par l'apport de viande. Par contre dans la zone de Suel, la religion musulmane interdit la consommation du porc et les bœufs sont surtout élevés pour la traction dans l'agriculture.

Si dans la zone de Boukitingo, la pêche a connu un accroissement fulgurant : 1.025,6 tonnes en 1985 contre 475 en 1984 pour le département, dans la zone de Suel, c'est une régression continue qui est enregistrée.

Face à cette situation, plusieurs actions ont été menées par les pouvoirs publics comme par les O.N.G. ; mais c'est surtout les stratégies adoptées par les paysans eux-mêmes qui retiennent notre attention. Diouf (1986) a traduit leurs préoccupations en deux questions fondamentales o.

- comment faire pour produire la quantité de céréales nécessaire à la survie alimentaire jusqu'aux prochaines récoltes?

- dans l'impossibilité de produire cette quantité de céréales nécessaire, comment faire pour combler le déficit vivrier?

La différence des réponses données à ces deux questions par les paysans s'explique par les caractéristiques physiques du milieu, les ressources disponibles, l'organisation sociale de la production, leurs pratiques culturelles etc.

Quelle est l'importance du rôle des femmes dans ces nouvelles stratégies ?

4. LES RESULTATS

4. 1. Les femmes, leurs rôles et place dans la formation de l'unité ménage

C. Meillassoux (1975) a montré le lien étroit entre le fonctionnement de l'unité familiale (transformation moderne de la communauté domestique) et la reproduction. Par la même occasion, il a mis l'accent sur la place primordiale qu'occupe la femme dans la reproduction sociale familiale.

Nous étudierons le rôle de la femme dans la formation du ménage en société Diola à travers le mariage, la procréation et la socialisation des enfants, les travaux domestiques et la gestion des ressources du ménage.

4.1.1. Le mariage : point de départ de la formation de l'unité ménage

Dans la société traditionnelle Diola le mariage était une étape cruciale dans la vie des hommes comme celle des femmes. Avant cette date, toutes les ressources devaient être mobilisées afin de permettre aux futurs époux d'être complètement indépendants du point de vue résidence, production, alimentation. Pour ce qui est de la résidence, la femme rejoint la famille du mari mais conserve certains liens avec la famille d'origine.

a. Mariage, accès à la terre et stratégies adoptées

Dans le passé, quelques années avant le mariage, les hommes se réservaient une petite portion de terre où ils cultivaient du riz après les travaux collectifs. Ce riz devait servir à l'organisation des festivités du mariage mais aussi et surtout de stock initial devant nourrir les futurs époux au moins jusqu'à leur première récolte.

Au moment du mariage, des parcelles leur étaient affectées sous forme d'héritage anticipé si le père est toujours vivant. Cet accès à la terre pour les hommes était capital, selon le doyen d'âge de Boukitingo, des frères s'éliminaient dans un tel but. Quant aux femmes, elles n'avaient droit à la terre ni sous forme de don, ni même sous forme d'héritage. Elles ne pouvaient pas hériter des terres de leur père et encore moins de leur époux (cf. situation des veuves à Boukitingo). A partir du mariage donc, elles devaient travailler les terres de leur mari selon la division du travail établie.

Aujourd'hui avec la crise de la production alimentaire en particulier, de nouvelles stratégies sont adoptées en rapport avec le mariage et l'accès à la terre. D'après les informations recueillies sur le terrain, les hommes et les femmes ne se marient plus à un âge assez avancé comme cela se faisait au moment où la nourriture était abondante. La stratégie collective du "concubinage forcé" pour les filles-mères semble confirmer ces informations. C'est une pratique qui renforce la "précocité" du mariage surtout chez les filles.

En fait comme l'a montré notre enquête, la migration concerne de plus en plus des fillettes (10-13 ans quelquefois moins) qui seront livrées à elles-mêmes dans les grandes villes. La promiscuité dans laquelle elles vivent fait que la plupart ont des enfants vers 15-16 ans. Quand elles retournent au village, à la veille de l'hivernage, les hommes se réunissent autour du fétiche et désignent des émissaires auprès des filles-mères pour qu'elles communiquent l'homme qu'elles ont choisi et qui deviendra "leur mari" pendant un an. La fille est obligée de donner une réponse à l'émissaire (souvent son cousin).

A la limite, elle a la possibilité de quitter le village avant, si on lui souffle la date de la rencontre. Si elle refuse ses parents doivent payer une forte amende et trouver beaucoup de vin pour tous les hommes du village. De même si celui que la fille a choisi, refuse, c'est à lui que reviennent les charges. Au bout d'un an elle sera libre de rester ou de quitter "son mari" avec la possibilité de choisir encore un autre pour un an. Mais très souvent, ils restent ensemble, avant la fin du "contrat", la femme tombe à nouveau en grossesse. Soulignons que cette pratique se rencontre à Boukitingo où elle ne s'oppose pas aux croyances religieuses locales.

L'analyse qu'on peut en faire, renvoie au statut de la femme mais aussi à la crise alimentaire. En effet presque tous les hommes à choisir étant déjà mariés, la polygamie est largement favorisée. La première épouse n'a pas son mot à dire et mieux elle est obligée de céder sa chambre chaque fois que l'autre vient passer la nuit chez son époux. Elle se résigne non seulement parce que c'est une décision qui est considérée comme collective mais surtout parce qu'un refus aura une incidence sur la sécurité alimentaire du ménage. Le mari va payer l'amende (un cochon et du vin) avec l'argent qui devait servir à l'achat du riz pour le ménage.

De même les vieux pour expliquer une telle pratique, considèrent que la femme mariée est plus respectée que celle qui ne l'est pas et qui est mère. Avant les filles-mères fuyaient le village et ne revenaient que très rarement au bout de plusieurs années. Cependant il faut reconnaître que la difficulté de nourrir des bouches supplémentaires est un facteur à prendre en considération. Officiellement c'est le "mari" qui doit subvenir à certains besoins (notamment alimentaires) de la mère et de l'enfant ; même si dans la pratique, ce devoir n'est pas toujours accompli.

Quant aux hommes le morcellement très poussé des parcelles à hériter les poussent de plus en plus à la migration définitive. En outre ils encouragent beaucoup les plus jeunes à fréquenter l'école afin qu'ils puissent trouver un travail autre que celui de la terre.

b. Apport pour la constitution de l'unité ménage : Dot et migration des jeunes filles

Lors de la formation de l'unité ménagère, chacun des époux apporte sa contribution. Pour les hommes, la dot n'a jamais constitué un fardeau très lourd comme c'est le cas chez beaucoup d'ethnies au Sénégal. Elle est surtout symbolique. Par contre tout homme qui se marie se doit de construire sa propre demeure. Généralement il fait appel à sa classe d'âge qui peut lui venir en aide.

Quant à la femme elle doit nécessairement amener ses effets en particulier les ustensiles de cuisine. Traditionnellement la plupart de ces ustensiles étaient fabriqués par la femme à partir de matériau trouvé sur place. Elle était aidée en cela par sa mère et les vieilles femmes qui l'initiaient.

Si la crise de la production vivrière est évoquée comme un facteur important dans la migration, les autres transformations socio-économiques ne sont pas absentes des causes de l'exode féminin. On insistera notamment sur les changements dans les ustensiles : l'aluminium a remplacé la terre cuite pour la marmite, le bol a remplacé laalebasse, la lessive ne se fait plus au marigot mais avec des bassines etc. Or tout ce matériel doit être acheté et comme l'agriculture ne permet pas de dégager un surplus pour l'achat de ces équipements, seule la migration constitue une alternative. Il est facile de constater à Dakar ou dans les autres villes, que les ustensiles constituent l'essentiel des bagages des jeunes filles Diola qui rentrent chez elle. L'enquête nous a révélé que peu de filles apportent de l'argent ou de la nourriture à la famille. En plus une fois mariées, elles ne retournent généralement pas travailler en ville quelle que soit la situation précaire dans laquelle vivent dans le ménage.

Cette importante participation de la femme se répercutera nécessairement dans les futurs rapports homme-femme. Cela se traduit notamment par l'absence de contraintes en cas de divorce. Rien n'oblige les femmes à rester au foyer conjugal si elles ont envie de partir (hormis lors des semis). De même les parents ne peuvent pas intervenir pour les obliger à rester avec leur mari.

4.1.2. Procréation et socialisation des enfants

a. Crise alimentaire, procréation et santé des femmes

Traditionnellement, les femmes enceintes étaient suivies pendant tout le temps de leur grossesse par les vieilles femmes. L'oisiveté n'était certes pas encouragée mais la femme devait être épargnée des travaux qui font appel à une grande force physique et qui risquent de nuire à sa santé et à celle de son enfant. Il y avait aussi beaucoup d'interdits alimentaires pendant cette période (viande fumée, pain, miel, bouillie de riz, lait caillé, certains types de poissons etc.) mais des aliments de substitution pouvaient facilement être trouvés. Quant à l'accouchement, il devait avoir lieu dans un endroit aménagé à cet effet à l'entrée des forêts. L'implantation des postes de santé mais surtout la disparition ou tout au moins la raréfaction des forêts en particulier au Nord de la Basse Casamance ont modifié ces comportements. A Suel où il y a un poste de santé, les visites prénatales se font au dispensaire et des matrones avec une formation "moderne" aident les femmes durant l'accouchement.

Par contre, à Boukitingo où les femmes ne disposent pas de poste de santé proche, les visites se font à Oussouye et l'accouchement continue de se faire dans la forêt. Seulement les mesures d'ajustement structurel ont largement entraîné une détérioration des infrastructures médicales. L'absence aiguë de médicaments dans les postes de santé a été un facteur décourageant pour les femmes. Elles ont beaucoup de difficultés pour acheter les ordonnances. Cette situation de précarité s'aggrave si on sait que les femmes et les enfants sont les groupes les plus vulnérables en situation de carence alimentaire. La détérioration de la quantité comme de la qualité de la nourriture joue sur l'état des femmes en grossesse et de leurs futurs enfants.

En plus, l'intensification des activités féminines occasionnées par la crise de la production vivrière ne fait qu'accroître la fragilité des femmes dans leur rôle de procréation. Cependant ces dernières sont plus que conscientes des dangers que leur fait courir une telle situation. Mieux, elles ont compris qu'elles doivent se prendre en charge et investissent beaucoup dans le domaine de la santé.

b. Le rôle des fermes dans la socialisation des enfants

La grossesse puis l'allaitement établissent très tôt des liens spéciaux entre la mère et son enfant. Or, la socialisation que nous entendons par l'"ensemble des processus par lequel l'individu s'intègre à la société" commence dès le bas âge. En société traditionnelle Diola c'est surtout durant cette période que la mère s'occupe le plus de son enfant. En allant travailler aux champs, elle ne se séparait pas de lui-même quand il faisait chaud elle était obligée de le mettre à l'ombre sous la surveillance d'un aîné légèrement plus âgé. L'apprentissage du langage, de l'auto-alimentation et autres étaient assurés principalement par la mère, surtout pendant les deux premières années.

Mais il faut souligner que le découpage de la société traditionnelle en classes d'âge hiérarchisées favorisait beaucoup l'allègement des tâches de la mère dans la prise en charge de l'enfant. Chaque classe d'âge supérieure prenait en charge celle qui suit. Ainsi dès que l'enfant savait parler et marcher la mère n'était plus obligée de l'amener avec elle, la surveillance et l'initiation à certaines activités (maniement des instruments agricoles pêche, chasse, etc.) étant assurées par les aînés.

Cette forme d'organisation avait son importance dans l'équilibre alimentaire. Les enfants amélioraient eux-mêmes leur nourriture par leurs petites prises (rat, écureuil, poisson, etc.) qu'ils grillaient et mangeaient en brousse. Le lait des vaches qu'ils gardaient leur revenait et ils profitaient de leurs randonnées dans la forêt pour déterrer des tubercules et ramasser toutes sortes de fruits.

Notons que les filles n'étaient pas tout à fait exclues de ce schéma d'éducation, mais elles étaient beaucoup plus prises en charge par la mère pour leur initiation. Très jeunes, elles aidaient aux travaux domestiques et suivaient les femmes dans les rizières pour être initiées aux activités productives. Les vieilles femmes s'occupaient dans l'initiation à l'artisanat et au futur comportement dans le ménage.

Mais comme l'a montré P. Fargue (1989) la migration et l'école ont été des éléments perturbateurs du fonctionnement des unités familiales. Dans ce cas précis, elles ont contribué à l'accroissement du rôle des femmes dans la prise en charge des enfants et à leur ôter une aide appréciable. Comme nous l'avons déjà dit à propos des filles la migration commence de plus en plus tôt, les plus jeunes ne peuvent plus bénéficier de l'encadrement des aînés.

Les conséquences pour la femme est que de plus en plus elle est obligée de suppléer les aînés. Mais comme elle est souvent submergée de travail, les enfants sont livrés à eux-mêmes.

4.1.3. Les travaux domestiques et la gestion des ressources du ménage

Les travaux domestiques et la gestion des ressources du ménage semblent être les rôles les plus attribués aux femmes dans la division sexuelle du travail. La préparation de la nourriture occupe une place importante dans les travaux domestiques.

B. Boserup (1970) critiquant M. Mead dans sa généralisation de l'image "les hommes apportent la nourriture et les femmes la préparent" montrait que celle-ci se trompait sur le pourvoi de nourriture uniquement par les hommes mais appuyait l'idée que la préparation de la nourriture est un monopole des femmes dans presque toutes les sociétés.

a. L'eau et l'énergie

La recherche d'eau et d'énergie nécessaires à la préparation des aliments a été dans ce milieu une tâche particulièrement importante pour les femmes même s'il n'est pas exclu que les hommes le fassent aussi. Avec la sécheresse, la recherche d'eau pose un problème car la nappe phréatique s'est beaucoup approfondie ou a été gagnée par la salinisation. Les femmes sont obligées de chercher des puits de plus en plus loin de leur lieu d'habitation, ce qui accroît énormément le temps de travail nécessaire à cette tâche. Si à Boukitingo les femmes pensent qu'il n'est pas encore très difficile de se pourvoir en bois, à Suel par contre le bois se raréfie. La mangrove a beaucoup régressé et la forêt autrefois dense tend à devenir de plus en plus squelettique. L'aide que les enfants apportaient ayant beaucoup diminué, les femmes consacrent de plus en plus de temps à la recherche de bois.

Certaines transformations socio-économiques comme la multiplication du bétail (à cause de la culture attelée) peuvent accroître le travail des femmes. Cependant on peut noter que l'eau d'abreuvement du bétail n'incombe pas principalement à la femme.

Ce qu'on peut déplorer par contre, c'est l'introduction de nouvelles techniques (comme les pompes et les fourneaux améliorés) qui ne semblent pas bien adaptées à la zone.

Ainsi à côté des greniers classiques, les femmes aménagent le dessus de leur foyer pour pouvoir y garder et protéger les aliments.

En fait la chaleur qui s'y dégage permet de bien conserver certains produits comme par exemple les oignons, tandis que la fumée dégagée par le foyer est perçue comme étant très efficace pour lutter contre les déprédateurs qui s'attaquent aux céréales. Parmi les facteurs de blocage à l'acceptation des foyers améliorés nous pouvons retenir cette fonction essentielle de la fumée qui semble n'avoir pas été pris en considération.

Ces concepteurs des foyers améliorés ont eu une préoccupation très sectaire. Ils se sont surtout intéressés au facteur énergie sans prendre en considération les multiples fonctions du foyer (éclairage, lutte contre les déprédateurs etc.). Il est aisé de constater que dans la plupart des ménages, les foyers traditionnels continuent d'être plus utilisés. Cette situation n'est pas spécifique à la Basse Casamance. Récemment, nous avons observé le même phénomène dans la région Nord du pays. Bonfils (1990) dans "Halte à la désertification" a cité des exemples dans les pays sahéliens pour mettre en relief l'échec des foyers améliorés.

Quant à Stamp (1990), elle rapporte une étude de Hoskyns et Weber (1985) sur les doléances des femmes kényanes qui se plaignaient de perdre avec la technologie "la fumée qui chassait les insectes et imperméabilisait les toits... Il est étonnant de constater que ce savoir technologique des femmes qui semble très répandu en milieu rural africain soit ignoré dans ce qui est considéré comme une technologie appropriée. A ce sujet, la réflexion de Sow (1990) nous semble pertinente. Selon elle, "le savoir technologique de la femme n'est pas considéré à proprement parler comme un savoir scientifique et technique". Ce qui peut expliquer la non prise en compte de leurs connaissances.

Pour ce qui est de la transformation des aliments, les femmes y voient une des tâches les plus harassantes. Partout où les céréales dominent dans l'alimentation, la transformation devient une activité importante mais surtout fatigante pour les femmes. Or en Basse Casamance, le riz constitue l'aliment de base.

Dans le contexte technologique actuel de la zone, le riz exige moins de transformation que les autres céréales ; or les femmes y consacrent énormément de temps. Si avec le riz importé, les femmes n'ont plus à faire le décortilage, l'introduction d'autres céréales comme le mil et le maïs dans l'alimentation augmente beaucoup le volume de travail en raison des problèmes des techniques de transformation. Soulignons aussi que même si les hommes peuvent accepter de transformation. Ils ont souvent recours au service d'une autre femme (si la leur est absente) pour le pilage du riz.

Il faut aussi noter la transformation des condiments tels que les graines de nêré (*Parkia biglobosa*), l'huile de palme etc. qui exige beaucoup d'effort mais qui sont indispensables pour une meilleure alimentation. Ils augmentent la valeur nutritive des repas (apport de protéines, lipides, vitamines etc.).

D'un point de vue strictement technique, il existe des solutions à ce problème de transformation. La difficulté réside surtout dans l'appropriation de ces technologies par les femmes.

Breyceson (1985) (cité par Stamp 1990) a raison de s'indigner de l'inefficience "d'un large éventail de moyens technologiques, à prix modiques qui pourrait réduire le labeur des femmes dans les activités de transformation (broyeurs, râpes, extracteur d'huile, appareil de cuisson.) Ces technologies appropriées n'ont pas produit les effets escomptés faute de diffusion, d'accès ou de conception".

Les exemples rencontrés au cours de nos recherches sont éloquentes. L'obtention des moulins figure en première position dans les doléances des femmes. Le projet FENU (Fonds d'Équipement des Nations Unies) a contribué à la distribution des moulins plus particulièrement au niveau des groupements. Mais, les difficultés dans la gestion, les coûts d'entretien et de maintenance rendent souvent ces moulins inopérants.

Quant à la préparation des aliments, elle semble être la tâche domestique où la femme a le moins de contrainte. A Boukitingo, par exemple, il est très fréquent de voir un homme qui revient plutôt de la brousse que sa femme, préparer le repas. Il en est de même pour les enfants, filles et garçons. Certains hommes pourtant refusent de s'adonner à une telle activité (la migration a probablement joué un rôle) mais les femmes ne sont pas tenues d'interrompre leur travail pour revenir préparer la nourriture. Aussi, il n'a pas le droit d'imposer à sa femme un horaire pour le repas.

b. L'hygiène de la maison et des enfants

Les femmes sont tenues de se réveiller très tôt (vers cinq heures du matin) pour balayer la maison avant de vaquer à ses autres occupations. La vaisselle, le linge et les soins aux enfants constituent aussi son lot. Mais compte tenu du fait que les femmes ont augmenté avec la crise alimentaire leurs activités hors de l'unité domestique, bien des choses ont tendance à se modifier dans ce domaine. En fait, avec les activités de maraîchage, par exemple Au Nord où très peu d'hommes s'adonnent à cette activité, ces derniers relèvent la femme dans les tâches de nettoyage de la maison, et de soins aux enfants en les lavant et en leur donnant à manger avant qu'ils n'aillent à l'école. Quand cela ne se fait pas les enfants vont, comme nous l'avons observé à Suel, à l'école sans se laver, ni même prendre le petit déjeuner, ce qui aura probablement des répercussions sur leur rendement scolaire.

Nous ne pouvons pas aussi passer sous silence le rapport travaux domestiques-polygamie. En ménage polygyne, les femmes assurent la plupart des travaux domestiques notamment la préparation des repas à tour de rôle. En plus une certaine solidarité peut se manifester en cas d'absence d'une des femmes; l'autre peut s'occuper des enfants et des autres tâches ménagères. Les femmes affirment ne pas trop se plaindre de ce système : "car même s'il y a quelquefois des problèmes, cela nous permet de nous déplacer tranquillement surtout quand on veut vendre nos produits maraîchers."

Cette appréciation nous fait penser à la réflexion de E. Pritchard (1971) Il nos jugements se fondent sur nos propres opinions et habitudes. Stamp (1990) le rejoint: "on s'attache rarement à la possibilité que les sociétés non occidentales conçoivent d'une manière différente la famille, le ménage, le travail et même la subjectivité des questions du rôle des sexes."

Notons cependant que c'est surtout le faible niveau d'équipements technologiques qui est déterminant dans l'acceptation de cette situation.

4.2. Crise alimentaire et changements dans l'organisation de la production : les stratégies adoptées par les femmes

Les femmes sélectionnent des activités prioritaires au niveau des stratégies de groupe. Elles élaborent également leurs propres stratégies qui peuvent entrer en contradiction avec celles du groupe et de créer des conflits au sein des ménages.

4.2.1. Le comportement des femmes face aux stratégies de groupe : la production vivrière une priorité constante

Le riz était la base de l'alimentation. Traditionnellement, les femmes s'occupaient, après le labour effectué par les hommes, de toutes les opérations y compris la fertilisation des rizières. Les aléas climatiques ont entraîné une modification du calendrier. Le retard des pluies amène les hommes sur le plateau avant de venir labourer les rizières. A Boukitingo, la "stratégie de rizière" et la vente de vin de palme sont les options principales du groupe pour pallier au déficit vivrier. L'importance accordée à l'arachide au Nord diminue fortement dans cette zone.

Les revenus tirés de l'arachide servent généralement à combler une partie du déficit vivrier par l'achat de riz. Souvent, une partie de ces revenus est partagée et il peut même arriver que ce soit la femme qui les gère entièrement.

Mais n'oublions pas que dans cette zone la culture de l'arachide devient marginale comme source de revenu, cependant, les graines sont entrées dans les habitudes alimentaires ce qui explique l'intérêt que les femmes lui accordent. Par contre, une des activités importantes dans la recherche de revenu pour les hommes est la récolte de vin de palme (près de 90 % de notre échantillon). Les femmes ayant développé leur propre stratégie dans la recherche de revenu ont systématiquement refusé de continuer à vendre le vin de leur mari, ce qu'elles acceptaient de faire par le passé. Elles préfèrent maintenant mener leur propre activité.

A Suel, on sait que l'arachide est devenue une culture prioritaire à cause du manque d'eau. De même la diversification céréalière est aussi une des stratégies adoptées ; la culture du maïs mais surtout du mil y est très développée. Là aussi, il faut reconnaître que l'importance accordée à la culture du mil par les femmes n'est pas la même que celle dont bénéficie l'arachide.

En fait quand il y a concurrence de temps dans les travaux au niveau de l'arachide et du mil, les femmes nous disent qu'elles accordent la priorité au mil qui a en plus de la fonction alimentaire, une fonction rituelle, religieuse. Si les hommes se préoccupent de l'impôt à payer, les femmes pensent avant tout à la nourriture familiale.

Ce qu'on a observé et qui suscite le doute de l'homogénéité des stratégies au sein d'un ménage à Suel comme à Boukitingo, c'est que les objectifs visés sur une même activité peuvent différer, les responsabilités au sein de la famille n'étant pas les mêmes. Les femmes étant les principales responsables de l'alimentation de la famille, il n'est pas étonnant qu'elles visent avant tout les stratégies leur permettant d'assumer pleinement ce rôle même si par ailleurs elles recherchent des activités source de revenus pour résoudre leurs problèmes spécifiques de femme.

4.2.2. Apport de revenu supplémentaire par les femmes : une nécessité incontournable pour la survie des familles

En société Diola l'apport des femmes dans l'alimentation familiale est très apprécié. Cet apport se fait à l'aide d'activités (agricoles ou non), au sein des groupements féminins.

a. Les activités de groupement

Les femmes se sont regroupées à Suel comme à Boukitingo au sein de groupement de production dont l'objectif principal est la recherche de revenu monétaire. Ces organisations de femmes sont généralement des adaptations à la crise d'anciennes structures traditionnelles qui existaient déjà depuis longtemps. Leur but était généralement lucratif. A partir de 1975 l'insuffisance chronique de la production vivrière et l'incapacité des hommes à pourvoir seuls la nourriture nécessaire à la famille ont poussé les femmes à trouver des activités agricoles, ou non, génératrices de revenus monétaires.

Le maraîchage est plus pratiqué mais il existe également des groupements de transformation de produits de cueillette (huile de palme), ou de culture d'arachide comme c'est le cas à Boukitingo. Nous insistons surtout sur le maraîchage car c'est une activité qui accroît énormément la surcharge de travail pour les femmes. Il coïncide avec une période intense d'activité pour la production vivrière, à savoir la récolte du riz qui est une activité féminine dans ce milieu. La négligence de la récolte exposant les rizières aux déprédateurs, la stratégie adoptée par les femmes consiste à multiplier leurs efforts pour faire face à ces deux activités en même temps.

Quant à l'organisation de la production et l'appropriation du fruit du travail, elles ont connu une évolution qui mérite une attention particulière. Le cas le plus intéressant est celui de Boukitingo. Au départ toutes les femmes travaillaient ensemble mais la récolte et la vente étaient centralisées par les responsables du groupement. Les fonds devaient intégralement être utilisés pour l'acquisition de biens collectifs. En plus, un conflit qui a été déterminant et qui a concerné tout le village a été celui qui a opposé d'un côté, les maris et de l'autre, les épouses. Les hommes ont exigé que la majeure partie du revenu tiré des activités de groupement soit investie pour les besoins du ménage. Ils ont ainsi fait valoir leurs droits de contrôle sur les activités de leurs femmes et d'utilisation qu'elles doivent faire de leurs revenus. Le conseil du village a tranché en faveur des hommes.

Mais ce qu'il y a à déplorer c'est la modicité des revenus par an (15.000 à 20.000 F CFA au meilleur des cas) par rapport à la masse d'efforts fournis. Il arrive même parfois que les femmes ne parviennent pas à réunir cette somme.

Cela peut s'expliquer par les conditions de production et de valorisation qui sont si mauvaises :

- l'accès à la terre est un problème majeur,
- le problème de l'eau et du matériel demeure aiguë,
- le manque de maîtrise technique (dosage d'engrais, diagnostic et prophylaxie...),
- la conservation et l'écoulement des produits maraîchers sont les contraintes les plus incontournables (les femmes de Suel font environ 20 km à pied pour atteindre le premier marché).

b. Utilisation des revenus L'importance de la sécurité alimentaire pour les femmes

Les revenus tirés des activités individuelles des femmes sont largement investis dans la satisfaction des besoins du ménage. Pour les revenus qui proviennent de l'activité de groupement, leur fonction est double :

- renforcer les ressources du ménage ;
- financer la réalisation d'équipement collectif.

Dans les deux cas, les femmes opèrent à une hiérarchisation des dépenses. La priorité est toutefois accordée à l'achat du riz dès la perception des fonds sans même prendre le risque d'attendre que la ration produite ne s'épuise. Elles expliquent une telle attitude par "la peur de faire d'autres dépenses, certes, importantes mais moins fondamentales". Pour les autres postes clés de dépense, nous trouvons: l'habillement, les frais scolaires des enfants, les frais divers de fonctionnement et d'entretien pour le ménage.

En ce qui concerne la réalisation d'équipements collectifs: les femmes veulent avant tout, avoir une maternité, un dispensaire, une pharmacie villageoise, etc. Elles investissent de plus en plus dans les infrastructures scolaires : elles participent, en effet, à la construction d'écoles, à l'augmentation des salles de classe, ou même à l'acquisition de matériels scolaires. La participation financière pour l'organisation de cérémonies demeure un objectif important pour les femmes. Ces cérémonies constituent un facteur d'équilibre pour les relations sociales. Ces fonds de caisse commune peuvent également servir à la consolidation des liens de solidarité. Même si le don n'est plus encouragé, un membre du groupement peut toujours bénéficier d'un prêt.

Activités individuelles

Activités de groupement

Ménage

Equipements collectifs

Alimentation

Santé

Habillement

Ecole

Scolarisation

Cérémonie collective

Divers

Solidarité

Fig. 1 : L'utilisation des revenus par les femmes

C'est ce regard sur l'affectation des fonds provenant de l'activité collective des femmes qui nous éclaire sur leur détermination au travail malgré la précarité des conditions de leur réalisation. Il est possible à une femme de gagner à partir d'une activité individuelle (comme la transformation des produits de cueillette), plus de 100.000 FCFA. Mais on remarque que quelles que soient les possibilités dans ce domaine, les femmes tiennent toujours à participer aux activités de groupement.

En effet il ne faut pas considérer le groupement de production uniquement comme un cadre de recherche de revenu. C'est aussi un lieu qui permet aux femmes de renforcer les relations sociales, de résoudre les problèmes ou conflits sociaux, d'échanger leur point de vue et de maintenir la cohésion au sein du groupe. Aussi, dans le contexte actuel des politiques d'ajustement structurel (PAS), la stratégie qui consiste à tenter de se prendre en charge dans le domaine de la santé, de l'éducation etc. est hautement significative de la volonté des femmes de participer pleinement à l'amélioration de leurs conditions propres mais aussi de celles de toute la société.

4.3. Place des femmes dans la société Changement ou continuité ?

“Dans une société où les femmes jouent un rôle économique et parfois rituel (religieux) central, ces dernières sont considérées avec une certaine ambiguïté et investies d’un contre pouvoir”. Cette appréciation de la société lengue (Mozambique) s’applique également à la société Diola. Cette manière contradictoire est en réalité le reflet de la perception que la société se fait des capacités de la femme. Des hommes sont conscients de l’important rôle que les femmes jouent dans la reproduction, de leur dépendance vis-à-vis d’elles, mais aussi de la crainte à leur égard. Cette crainte s’explique par les pouvoirs (réels ou supposés) que les femmes détiennent et qui justifient l’attitude des hommes. Nous allons, à travers le statut des veuves à Boukitingo et les cérémonies que nous avons vécues à Suel, analyser la situation.

4.3.1. Femmes, rites et stratégies de reproduction

Lors des séjours à Suel, nous avons eu l’occasion d’assister à deux cérémonies qui éclairent l’importante place qu’occupent encore les femmes dans les rites.

a. La cérémonie d’exorcisme pour guérir les enfants

En fait les “diables” (mauvais esprits) de tous les villages environnants s’étaient réunis pour construire un “magasin” (abri) à Suel. Ce local servait de lieu de stockage des enfants qui tombaient sous leur pouvoir. Ils devaient ensuite organiser des festins avec leurs captures. Chez l’enfant, la possession se manifestait par un comportement de désintérêt pour tout ce qui l’entoure et par un corps couvert de boutons. Les responsables de tous les villages concernés se sont réunis et ont menacé de “maudir” Suel, (en venant tous uriner dans leurs puits par exemple) si ce dernier ne détruisait pas le “magasin”. Notons au passage que c’est une femme qui avait diagnostiqué le mal des enfants. Tout le village devait participer, y compris les vieux. Nous n’avons malheureusement pas pu assister aux prières dans “le bois sacré” (un étranger n’y est pas invité).

Par contre, nous avons pu suivre tout le déroulement des opérations de destruction du “magasin”. Si les hommes étaient présents et répétaient comme tout le monde les formules, les opérations étaient dirigées par les vieilles femmes qui donnaient les instructions. Après cette opération, c’est aussi une vieille femme qui devait planter à l’endroit où se trouvait le “magasin”, un arbre sensé pouvoir écarter à jamais les “diables”.

b. La cérémonie des “sacrifices contre la sécheresse”

Cette deuxième cérémonie n’est pas moins importante que la première et fait partie intégrante des stratégies adaptées pour faire face à la crise alimentaire. Cette cérémonie initiée depuis 4 ans seulement a été occasionnée par la longue sécheresse et les mauvaises récoltes de riz. Là aussi ce sont les femmes qui sont allées consulter une prêtresse et les opérations sont comme pour la première, sous leur responsabilité. La cérémonie se déroule pendant une semaine. Durant cette période, aucune femme n’a le droit d’allumer son foyer, même pas pour chauffer de Peau. Elles doivent se regrouper à la place publique du village où elles préparent ensemble pour tout le village. Même les

vieillards et les malades qui ne peuvent pas se déplacer seront servis à partir du repas collectif. Des offrandes, des chants et des danses rituels sont organisés chaque jour. La fin des sacrifices est marquée par des offrandes de galettes de riz et le bain de toutes les femmes dans les rizières. Ce bain est très significatif si l'on se réfère au parallèle établi entre la fertilité de la femme et celle des terres. C'est comme si la femme était capable de transférer sa fertilité à la terre.

Mais ce qui est particulièrement frappant, est que lors de cette cérémonie, il est formellement interdit, et là c'est vraiment strict, d'utiliser un ustensile ou un produit alimentaire quelconque "venant de l'extérieur". L'arachide, l'huile, la tomate concentrée etc. sont bannis. En dehors du rôle principal des femmes dans l'organisation du sacrifice, il serait intéressant de pouvoir analyser ce que cachent ces interdits.

Quel rapport la prêtresse voit entre la sécheresse (ou la baisse de la production du riz) et un modèle de consommation tourné vers l'extérieur? Est-ce un parallèle entre la culture arachidière et la baisse de la production de riz qui est établi? Est-ce une manière de faire prendre conscience aux femmes des risques d'une dépendance alimentaire? En fait, ce n'est pas la première fois que les femmes se mettent au devant de la scène quand des situations critiques se produisent. Cette intervention des femmes a beaucoup marqué l'histoire de la Basse Casamance.

Celle d'Aline Sitoë Diatta (une prêtresse aussi) qui avait senti en l'introduction de l'arachide une menace à l'indépendance de son territoire, est encore vivace dans l'esprit des Diola.

Récemment (1991), le Mouvement Séparatiste s'est aussi appuyé sur les femmes, sur le plan pratique de l'action (transport d'armes) comme sur le plan mystique (fétiches). De même pour faire cesser la rébellion, les autorités administratives ont eu recours à ce pouvoir des femmes en leur demandant de rentrer dans le bois sacré et y prier pour que le conflit cesse. Les femmes sont utilisées comme masses de manœuvre.

Ces exemples montrent que les femmes continuent à jouir d'une place importante dans la vie économique et sociale. Ce qui est paradoxal, est que ces mêmes femmes peuvent faire l'objet de mauvais traitement tout à fait à l'opposé de cette "idéalisation".

4.3.2. L'évolution des rapports au sein du ménage

Pour saisir cette évolution, nous allons partir du cas des veuves à Boukitingo. Nous avons déjà dit qu'en société Diola, les femmes n'ont pas droit à l'héritage des terres. A Boukitingo, cette situation est valable, mais en plus, une fois que le mari meurt la femme n'avait même plus le droit de continuer à travailler indépendamment sur une quelconque terre pour subvenir aux besoins de ses enfants. Si ces derniers étaient trop jeunes pour travailler, les terres du mari revenaient aux frères de celui-ci qui devaient se charger, en partie, de satisfaire l'alimentation des enfants. Quant à la veuve, elle était obligée d'accompagner les autres femmes qui lui donnaient au moment de la récolte une compensation en nature. Toutes les veuves étaient isolées dans un quartier à elles. L'explication donnée est que les femmes seraient tentées de tuer successivement leur.

Cette peur que suscite les femmes se rencontrait souvent dans d'autres sociétés africaines. Au Cameroun par exemple jusqu'à récemment chez certaines ethnies, les veuves subissaient des traitements déplorables. Mais cette peur a une origine très lointaine et n'est pas spécifique aux sociétés africaines. E. Badinter (1986) rapporte des mythes illustrant "l'ensemble des angoisses que suscite le sexe féminin". Le sexe de la femme "attire en permanence les puissances maléfiques". Chez les Maori, c'est la femme qui a rendu possible la mort.

Cependant avec ces années successives de sécheresse et la dégradation de la situation alimentaire pour l'ensemble des ménages, cette coutume tend à se relâcher petit à petit. En fait, au niveau des blocs maraîchers, les veuves peuvent avoir leurs propres planches, elles peuvent également s'adonner à la culture de l'arachide. mais il faut signaler que ces changements ne remettent pas en cause, de manière fondamentale, l'ordre établi à savoir la dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme.

A ce titre, le combat qu'ont mené les femmes de Boukitingo pour choisir l'activité qu'elles veulent et décider librement de l'utilisation du fruit de leur travail est doublement édifiant. Si elles ont eu un acquis important sur le choix des activités et sur l'appropriation du fruit de leur travail, les hommes continuent toujours à contrôler l'utilisation qu'elles doivent en faire. L'épanouissement des femmes dépend encore de la volonté des hommes.

5. CONCLUSION

En Basse Casamance l'aggravation des perturbations écologiques (sécheresse, déforestation, salinité des sols, etc.) a entraîné une très forte régression de la production vivrière. Les conditions de vie des populations rurales se sont beaucoup détériorées.

Le PAS et le désengagement de l'Etat, font que ces populations rurales ne peuvent que compter sur elles-mêmes. Les stratégies adoptées ne sont pas toujours les meilleures car ne pouvant être durables. La culture arachidière pour atteindre la sécurité alimentaire, en est un exemple. La déforestation que cette culture engendre, l'épuisement des sols qu'elle provoque, etc. risquent d'accentuer la dégradation des productions vivrières.

Au sujet des femmes, on peut dire qu'elles continuent de jouer un rôle important dans la reproduction sociale familiale. La diversification de leurs activités au niveau des cultures vivrières et la recherche de nouvelles activités génératrices de revenu sont les principales stratégies qu'elles adoptent pour assurer la sécurité alimentaire et ainsi améliorer l'état nutritionnel de la famille.

Au plan social global, leur intervention dans le financement et la réalisation d'équipement collectif (santé, école, etc.) se renforce et traduit leur volonté de se prendre en charge. Une telle option a une portée exceptionnelle dans le contexte de la PAS. Malheureusement, cet accroissement du rôle des femmes ne s'est pas accompagné d'une réduction du volume de travail. En plus, les transformations socio-économiques (école et migration) ont fortement diminué l'aide en force de travail dont bénéficiaient les femmes aussi bien au niveau de la production vivrière que des activités domestiques. La division du travail selon l'âge et le sexe a, certes, subi des modifications mais ces dernières n'ont pas l'envergure que nous lui attribuons avant notre enquête. En fait, l'éducation reçue prédisposait les hommes à assumer des tâches que nous estimions du ressort exclusif des femmes.

Quant à la prise en compte des types de famille et de leur situation dans l'évolution des rôles des femmes, l'enquête révèle qu'elle n'est pas pertinente dans ce milieu. Les femmes des chefs, des salariés, etc. s'investissent au même titre que les autres femmes dans les stratégies adoptées. Mais ce qu'il y a à déplorer c'est que malgré le caractère incontournable de l'apport des femmes pour la survie des familles, des modifications profondes dans les.

La remarque générale qu'on peut faire, est que, malgré les difficultés rencontrées, les femmes sont comme nous l'avons vu, au premier plan de la production alimentaire en

Basse Casamance. Cependant, cet engagement des femmes dans la lutte pour la survie ne doit pas occulter la réalité suivante : tant que les blocages majeurs qui freinent leur épanouissement ne seront pas levés, il leur sera impossible d'assumer cette prise en charge totale. La première urgence est de trouver une solution adéquate et durable aux problèmes écologiques. Si nous n'ignorons pas que le remède contre le déficit pluviométrique est loin d'être maîtrisé, nous estimons que la solution aux problèmes de la salinité doit être impérative.

Les travaux du PIDAC sur l'amélioration des techniques culturales pour le maraîchage, ceux du CDH de l'ISRA sur les variétés de contre-saison et de l'ITA sur les techniques de conservation et de transformation méritent d'être vulgarisés au sein des groupements de femmes. Des efforts de désenclavement (pistes de production) doivent être renforcés mais c'est surtout le développement des moyens de transport et l'organisation des circuits de vente qui faciliteront la commercialisation.

En dernière analyse, nous constatons que les femmes sont toujours confrontées à de multiples problèmes dans la réalisation de leurs activités productives. Pourtant, dans la recherche de nouvelles voies de développement, le Programme de Redressement Economique de l'Afrique (P.R.E.A.) montre "qu'au premier plan de ces nouvelles forces de développement, susceptibles de jouer un rôle fondamental dans la solution à long terme de la crise africaine, se trouvent les ONG et les femmes laborieuses d'Afrique." Il est donc indispensable que les Politiques Nationales de Développement prennent en compte, et de manière plus effective, les problèmes des femmes.

BIBLIOGRAPHIE

- BADINTER, E. (1986) "L'un est l'autre. Des relations entre Hommes et Femmes, Editions Odile Jacob.
- BANQUE MONDIALE (1990): Rapport sur le développement dans le monde. Banque Mondiale, Washington.
- BILLAZ, R. DIAWARA, Y. (1981): Enquête en milieu rural sahélien. Presses Universitaires de France, Paris.
- CALKINS, P. (1988) La sécurité alimentaire: premières démarches dans un jeu difficile. In. Série de conférence no 6. Centre SAHEL Université Laval, Québec.
- CARNEY, J. Struggles crop rights and labour within contact farming households in a Gambian irrigated rice projet. In Journal of peasant studies vol 15, No B, avril 1988.
- CONDAMIN, M. (1981): Dégradation anthropiques des forêts de Basse Casamance. In Notes de biogéographie. Etudes, connaissances et aménagement du milieu N°3, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Dakar.
- DIAO, M. (1982): Le projet de mise en valeur de la vallée Baïla en Basse Casamance (Sénégal) in Enjeux fonciers en Afrique Noire. ORSTOM et Karthala.
- DIOUF, M. (1986) : Systèmes de culture, division sexuelle du travail et adaptation à la sécheresse au Nord de la Basse Casamance: la dynamique sociale d'une stratégie paysanne, C.R.A. Djibélor.
- DGPA (1983).- Rapport Annuel. MDR. Ziguinchor.
- DOS SANTOS (1987) : Manuel de nutrition africaine. Tome 1 et 2-., IPD - ACCT Khartala.
- DURUFLE, G. (1988).- L'ajustement structurel -en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar) Karthala.
- EDHOLM, F et al. (1982) : "Conceptualisation des femmes" in Nouvelles questions féministes. Alternative-Diffusion Paris.

- EICHER, K. (1988).- "Faire face à la crise alimentaire de l'Afrique Noire," In. M.S.U. International Development Reprint Papers N° 8.
- FARGUES, P. (1989).- Déficit vivrier et structures familiales en Afrique au sud du Sahara in Revue Population N° 3.
- GAYE, D. (1987) : Evaluation de l'impact des projets de développement agricole sur l'environnement de la Basse Casamance. Mémoire de D.E.A, I.S.E, Dakar-Sénégal.
- GHERSI, G. MARTIN, F. (1988) Stratégies et politiques alimentaires. Définitions et concepts-clé. In. Série conférence N° 3 centre SAHEL Université Laval. Québec.
- GIRI, J. (1983): Le Sahel demain : Catastrophe ou renaissance. Paris, Karthala.
- GRELLET (1982).- Les structures de l'économie africaine.
- KANE, F. (1989).- Aspects de la faim au Sénégal : faits et perspectives.
In l'analyse socio-économique du problème de la faim et de l'autosuffisance alimentaire en Afrique : UNESCO/CODESRIA.
- MEILLASSOUX, C. (1982).- Femmes, greniers et capitaux, Paris, Maspéro.
- MEILLASSOUX, C. (1990). - La reproduction et la transformation démographique des sociétés sahéliennes. Une série de conférence N° 22, Centre Sahel.
- MOISAN, J. (1988).- Méthode d'enquête de consommation alimentaire. Une introduction. In Série de conférence N° 5, centre SAHEL Université Laval. Québec.
- NEWMAN, et Cie (1987).- Orientations et programmes de recherche macro-économique MIAUE sur le système agroalimentaire au Sénégal. In. M.S.U. International Development Reprint Papers N°10F.
- NEWMAN, et Cie (1988).- "Céréales importées au Sénégal. La politique alimentaire à partir des systèmes de commercialisation". In.M.S.U. International Development Reprint Papers N°15F.
- ORSTOM, et Cie (1985).- Femmes et politiques alimentaires. Actes du séminaire international, Paris.
- PALA, O. & M. LY. (1979) - La femme africaine dans la société précoloniale. UNESCO. Presses Universitaires de France, Paris.
- PELISSIER, P.(1966).- Les paysans du Sénégal. Saint-yriex, Imprimerie Fabrègue.
- POSNER, J.L. AMUANGA, M. SALL, A. (1985) - Les systèmes de production en Basse Casamance et les stratégies paysannes face au déficit pluviométrique In. M.S.U. International Development Reprint.
- PRADERVAND Pierre (1989) - Une Afrique en marche, Plon., Paris.
- PRITCHARD, E. (1971) - La femme dans la société primitive et autres essais d'anthropologie sociale. Presses Universitaires de France, Paris.
- SALL, et Cie. (1985) - La situation céréalière en milieu paysan de Basse Casamance résultats d'une enquête de terrain, I.S.R.A., Sénégal.
- SAVANE, M. A. (1986) - Incidences de la modernisation de l'agriculture sur le rôle et le statut des femmes au Sénégal. In Femmes et Développement en Afrique de l'Ouest. UNISRID.
- SOMIVAC (1984).- Zonage de la Basse Casamance. Ziguinchor.
- SOMIVAC (1985).- Etude sur la situation alimentaire de la région de Ziguinchor. Ziguinchor.
- SOW (1990).- Le bois-énergie au Sahel. Editions Karthala, Paris.
- STAMP, P. (1990) - La technologie, le rôle des sexes et le pouvoir en Afrique, C.R.D.I., OTTAWA.
- SY, C.T. (1986).- Crise du développement rural et désengagement de l'Etat au Sénégal. N.E.A.
- THOMAS, L.V. (1959).- Les Diola, essai d'analyse fonctionnelle sur une population de Basse Casamance. In. Mémoire de L'IFAN.

- THOMAS, L.V. (1960).- L'organisation foncière des Diola. In. Annales africaines.
- THOMAS, L.V. (1960).- Esquisse sur les mouvements de population et les contacts socio-culturels en pays Diola. In. Bulletin IFAN, serie B.
- THOMAS, L.V.(1965).- Mouvements de population et dépendance sociologique en Basse Casamance. In. Notes Africaines.
- TRAORE, A. (1982).- Auto-suffisance alimentaire: quel rôle pour les femmes? In. Famille et Développement, N° 29 janvier-février-mars.